

RAPPORT 2018 SUR LA LIBERTÉ DE RELIGION DANS LE MONDE – RÉPUBLIQUE CENTRAFRICAINE

Résumé analytique

La Constitution garantit la liberté de religion et accorde à tous les citoyens le droit à la même protection de la loi quelle que soit leur religion. Elle interdit toutes les formes d'intolérance religieuse et l'« intégrisme religieux ». La loi exige également du chef d'État qu'il prête serment, incluant la promesse de s'acquitter des devoirs de sa fonction sans considération de religion. Le gouvernement a continué de n'exercer qu'un contrôle ou une influence limités sur la plupart du pays, et la police et la gendarmerie n'ont ni arrêté, ni puni les abus commis par les milices, dont des exécutions, des violences physiques et des violences sexistes, notamment fondées sur l'affiliation religieuse. Les milices anti-Balaka, principalement chrétiennes, et les milices ex-Seleka, principalement musulmanes, ont continué d'occuper des territoires, respectivement dans les parties ouest et nord du pays. Les affrontements interconfessionnels entre elles et les populations chrétienne et musulmane se sont poursuivis, avec souvent des attaques lancées contre des églises et des mosquées, entraînant fréquemment le décès de fidèles dans ces lieux de culte. Les membres de la communauté musulmane ont déclaré continuer d'être victimes de la discrimination des responsables publics en raison de leur affiliation ou de leurs croyances religieuses, notamment en se voyant refuser des services publics tels que l'accès à l'éducation et aux soins de santé.

Des groupes armés, surtout les anti-Balaka, principalement chrétiens, et les ex-Seleka, principalement musulmans, ont continué de contrôler d'importantes parties du territoire, et les affrontements se sont poursuivis tout au long de l'année. En avril et mai, une opération conjointe du gouvernement centrafricain et de l'ONU visant à désarmer un groupe de miliciens dans le quartier du PK5, majoritairement musulman, à Bangui, a ravivé les violences. Le 1^{er} mai, des miliciens armés ont agressé et tué un prêtre, le père Toungoumalé-Baba, ainsi que 26 fidèles, et blessé plus de cent civils dans l'église catholique de Notre-Dame de Fatima à Bangui. Le lendemain, des anti-Balaka ont brûlé deux mosquées de Bangui. Le 15 novembre, à Alindao, une milice ex-Seleka présumée a incendié la cathédrale et le camp adjacent de personnes déplacées à l'intérieur de leur pays (PDIP), tuant l'évêque Blaise Mada et le père Célestin Nguouambango, ainsi que plus de 40 civils.

Le 25 mai, la Plateforme des confessions religieuses de Centrafrique (PCRC), composée de musulmans, de catholiques et de protestants, a publié un mémorandum sur la crise politique commencée en 2012 et qui se poursuivait, qui

exprimait ses préoccupations sur les violences persistantes et appelait à la fin des affrontements entre les différentes factions religieuses.

En mai, la secrétaire de presse de la Maison-Blanche a publié un communiqué condamnant les attaques perpétrées contre Notre-Dame de Fatima à Bangui et les représailles contre les musulmans les semaines suivantes, appelant le gouvernement centrafricain à assurer la sécurité de l'ensemble de ses citoyens, quelle que soit leur religion. Dès le début des violences, des fonctionnaires de l'ambassade ont rencontré les représentants publics responsables des droits de l'homme et de la liberté de religion et encouragé les autorités à mettre en place des mesures visant à contrecarrer les violences. Ils ont également servi d'intermédiaires pour aider à améliorer la communication et la confiance entre les dirigeants religieux et le gouvernement, à gérer les allégations de discrimination religieuse et à soutenir les efforts de réconciliation. Des responsables de l'ambassade se sont entretenus avec les membres des communautés chrétienne et musulmane, dont certains armés, afin de dissuader la poursuite des violences, de même qu'avec des dirigeants religieux et des organisations non gouvernementales (ONG). Ces différentes réunions ont étudié diverses solutions possibles et proposé de l'aide aux communautés religieuses, encouragé le retour des PDIP déplacées en raison des violences religieuses et souligné l'importance de la tolérance religieuse.

Section I. Démographie religieuse

Selon les estimations du gouvernement des États-Unis, la population totale s'élève à 5,7 millions d'habitants (estimations de juillet 2018). La population s'identifie à 50 % comme chrétienne, à 35 % comme suivant des religions autochtones et à 15 % comme musulmane. Certains chrétiens et musulmans intègrent des aspects des religions autochtones dans leurs pratiques religieuses.

Dans les régions centrale et septentrionale du pays, le catholicisme et l'islam sont les principales religions. Bangui compte deux quartiers, le PK5 et le PK13, qui sont majoritairement musulmans. Certaines organisations de défense des droits de l'homme ont signalé que la population musulmane de Bangui avait chuté de 100 000 à 20 000 personnes en raison des graves flambées de violence sectaire ces dernières années. La Commission d'enquête internationale sur la République centrafricaine de 2014 a indiqué qu'un nombre important de musulmans avait fui dans les pays voisins ; leur retour au cours de l'année s'effectuait encore lentement.

Section II. Situation du respect de la liberté de religion par le gouvernement

Cadre juridique

La Constitution garantit la liberté de religion dans les conditions prévues par la loi et accorde à tous les citoyens le droit à la même protection de la loi quelle que soit leur religion. Elle interdit toutes les formes d'intolérance religieuse et l'« intégrisme religieux », sans toutefois proposer de définitions. La loi exige également du chef d'État qu'il prête serment, incluant la promesse de s'acquitter des devoirs de sa fonction sans considération de religion.

Les groupes religieux, à l'exception des groupes religieux autochtones, sont tenus de s'enregistrer auprès du ministère de l'Intérieur, de la Sécurité publique et de l'Administration territoriale. Pour ce faire, les groupes religieux doivent démontrer qu'ils comptent au minimum 1 000 membres et que leurs dirigeants justifient d'une éducation religieuse que le ministère juge suffisante.

La législation autorise à refuser d'enregistrer tout groupe religieux jugé contraire à la morale publique ou susceptible de porter atteinte à la paix sociale et à suspendre les activités de groupes religieux enregistrés dont les activités sont jugées de nature subversive par des organismes juridiques. L'enregistrement d'une organisation religieuse est gratuit. Il lui confère une reconnaissance officielle ainsi que des avantages tels que l'exemption des droits de douane pour l'importation dans le pays de véhicules ou de matériel. Aucune pénalité n'est prévue pour les groupes qui ne s'enregistrent pas.

La législation n'interdit pas l'enseignement religieux dans les établissements d'enseignement public ou privé, mais il ne fait pas partie des cursus officiels des écoles publiques.

La République centrafricaine est partie au Pacte international relatif aux droits civils et politiques.

Pratiques gouvernementales

Les responsables du gouvernement ont continué de n'exercer qu'un contrôle et une influence limités sur la plupart du pays, et selon des organisations de défense des droits de l'homme, la police et la gendarmerie n'ont ni arrêté, ni puni les abus commis par les milices, dont des exécutions et des violences physiques, sexistes et pour des motifs religieux. La Mission multidimensionnelle intégrée des Nations Unies pour la stabilisation en République centrafricaine (MINUSCA) demeure la

seule force apte à maintenir la sécurité dans l'essentiel du pays mais sa capacité à protéger les civils était entravée en raison de ressources et d'un personnel limités.

Selon des dirigeants religieux, les pouvoirs publics ont continué de discriminer de manière systématique contre les musulmans en leur refusant des papiers d'identité et l'accès à l'éducation. En août, le ministère de l'Action humanitaire et de la Réconciliation nationale a commencé des annonces de service public sur les stations de radio nationales pour réaffirmer l'engagement du gouvernement à traiter l'ensemble des citoyens de manière égale. Toutefois, des observateurs ainsi que des dirigeants musulmans ont affirmé que les musulmans continuaient d'être victimes de discrimination aux mains des organismes publics et d'une inégalité d'accès aux services publics. Des ONG ont déclaré avoir vu une intensification du harcèlement des musulmans et de leur exclusion des processus national de prise de décisions.

En janvier, la Cour pénale de Bangui a reconnu un ancien commandant anti-Balaka, Rodrigue Ngaibona, surnommé « général Andjilo », coupable d'assassinat, d'association de malfaiteurs, de vols aggravés, de séquestration et de détention illégale d'armes, et l'a condamné à la prison à perpétuité. Il était en détention provisoire depuis sa capture par les soldats de la MINUSCA en 2015. Selon les médias, il pourrait être appelé à répondre d'autres faits devant la Cour pénale spéciale (CPS), créée pour juger les crimes de guerre et les violations graves des droits de l'homme, pour avoir orchestré un massacre de musulmans à Bangui en 2013.

En Novembre, les autorités ont extradé Alfred Yekatom Rombhot, dit « Rambo », commandant anti-Balaka et parlementaire accusé de crimes de guerre, notamment d'avoir exécuté, déporté et torturé des musulmans, vers la Cour pénale internationale, à la Haye, pour y être jugé.

Le gouvernement a maintenu l'Aïd al-Fitr et l'Aïd al-Adha au calendrier officiel des jours fériés, mais ils n'étaient pas payés. Le président Faustin-Archange Touadéra a convié des dirigeants musulmans à un iftar au palais présidentiel. Pendant le dîner, il a réclamé la tolérance et l'acceptation entre toutes les religions.

La session inaugurale de la CPS s'est tenue en octobre. La cour a lancé plusieurs enquêtes officielles. Celles-ci étaient en cours en fin d'année ; aucune affaire n'avait été jugée.

La MINUSCA a soutenu les efforts de paix et de réconciliation menés par le gouvernement dans le pays visant à améliorer les relations entre chrétiens et musulmans, notamment des ateliers d'information et de sensibilisation du public. Elle a aidé les actions des pouvoirs publics encourageant la réconciliation par le biais des médias. Des observateurs ont déclaré qu'en avril, l'initiative avait aidé à contrecarrer des discours incendiaires et à dissiper des rumeurs, et que les réunions publiques organisées dans le cadre de cette initiative ont aidé à rassurer les communautés vulnérables qu'elles étaient en sécurité.

En juin, à la suite d'un atelier éducatif organisé par la MINUSCA et le Haut conseil de la communication, chargé de la réglementation des médias au niveau national, des journalistes de différents médias ont travaillé à l'amélioration des relations entre les groupes religieux. Ils se sont engagés à cesser de contribuer aux messages incitant à la haine fondée sur les différences religieuses et à améliorer la qualité de leur couverture médiatique en faisant preuve de sensibilité vis-à-vis de leurs lecteurs et auditeurs religieux.

Violences commises par des forces étrangères et des acteurs non étatiques

Selon les médias et des rapports de l'ONU, des groupes armés, surtout les anti-Balaka et les ex-Seleka, ont continué de contrôler d'importantes parties du territoire partout dans le pays et s'y conduisaient comme le gouvernement de facto. Selon l'ONU et des organisations de défense des droits de l'homme, la situation humanitaire et des droits de l'homme a empiré dans le sud-est du pays, où les affrontements entre les différents groupes armés se sont poursuivis.

Le 4 janvier, à Bangassou, un homme identifié comme musulman a poignardé un prêtre catholique du nom d'Alain-Blaise Bissialo. Ses paroissiens pensaient que l'agression était une tentative de faire échouer son travail d'activiste pour la réconciliation entre chrétiens et musulmans de la ville.

Le 7 février, trois églises ont été brûlées et un pasteur tué à Bangui après que la police et la MINUSCA ont tué un chef de gang.

Le 21 mars, à Séko, un inconnu a abattu le père Joseph Désiré Angbabata, alors qu'il tentait d'empêcher l'agression par des chrétiens de réfugiés musulmans qui cherchaient refuge sur les terrains de l'église.

En avril, à la suite d'une opération menée par la MINUSCA et les forces gouvernementales afin de désarmer une milice ex-Seleka dans le quartier

musulman du PK5, de lourds affrontements ont éclaté au cours desquels les soldats de la MINUSCA ont combattu pendant plusieurs jours contre des milices et des bandes criminelles armées. Un casque bleu et plus de vingt civils, en majorité musulmans, ont trouvé la mort pendant les combats. Dans les semaines qui ont suivi, la violence s'est étendue hors du PK5 avec des représailles des milices ex-Seleka et anti-Balaka, notamment contre différentes victimes en raison de leur identité ou affiliation religieuse perçue.

Le 1^{er} mai, des ex-Seleka armés du PK5 ont lancé une attaque contre l'église catholique de Notre-Dame de Fatima à Bangui, tuant le père Toungoumalé-Baba, ainsi que 26 fidèles. Selon les médias et les survivants, l'église a été criblée de balles et des grenades ont explosé, faisant plus de cent blessés. En guise de représailles, des chrétiens ont notamment lynché à mort trois musulmans et brûlé deux mosquées.

Mi-mai, des inconnus ont tué trois civils musulmans à Bambari. Des civils musulmans de la communauté locale, soutenus par les milices de l'Union pour la paix en Centrafrique (UPC), ont alors attaqué un camp de PDIP occupé par des chrétiens et la gendarmerie, dans la même zone chrétienne. L'assaut a fait un mort et deux blessés parmi les policiers. Les PDIP se sont retrouvées selon l'ONU dans des conditions humanitaires déplorables.

Le 29 juin, des membres présumés de la milice de l'UPC ont tué le père Firmin Gbagoua, vicaire général de Bambari. Selon le secrétaire général de l'Observatoire centrafricain des droits de l'homme, il pourrait avoir été visé parce qu'il accordait, aux yeux de l'UPC, un traitement préférentiel aux chrétiens en dénonçant les attaques par les musulmans dans la région. À la suite de cette exécution, les responsables catholiques ont exprimé leurs préoccupations quant à la sécurité de leurs ecclésiastiques.

Un rapport de la MINUSCA sur les violations des droits de l'homme a indiqué que la situation globale en matière de sécurité dans la préfecture de la Haute-Kotto restait volatile, avec des affrontements sporadiques entre les groupes anti-Balaka et ex-Seleka dont les civils étaient les premiers à souffrir, pris entre deux feux ou ciblés par des attaques de représailles fondées sur l'appartenance ethnique ou religieuse. Selon le rapport, entre le 5 août et le 10 septembre, pas moins de 30 civils (dont au moins 12 femmes et deux enfants) pourraient avoir été tués et au moins six blessés au cours des attaques à Bria, dans sa banlieue et sur l'axe reliant la ville à Irabanda.

Le 15 novembre, des miliciens de l'UPC ont attaqué la cathédrale catholique d'Alindao et un camp de PDIP adjacent, qui a été complètement détruit. La cathédrale a été incendiée et deux ecclésiastiques catholiques, l'évêque Blaise Mada et le père Célestin Ngoumbango, ont été tués, ainsi que plus de 40 civils chrétiens. Le vicaire général de l'archidiocèse de Bangui, le père Mathieu Bondobo, a déclaré à Vatican News que l'évêque avait reçu des menaces, ce qui indique que l'attaque était préméditée. Selon une organisation chrétienne de plaidoyer, l'attaque était motivée par la perception que les ecclésiastiques tués accordaient un traitement préférentiel aux chrétiens présents dans les camps de PDIP et abritaient des anti-Balaka dans l'église. Le 4 décembre, à Ippy, l'UPC a attaqué et rasé un camp de PDIP administré par une église catholique locale, détruisant des abris temporaires et des biens personnels.

En décembre, le Groupe d'experts sur la République centrafricaine de l'ONU a signalé que les discours de haine et l'incitation à la violence pour des motifs ethniques et religieux avaient atteint des niveaux sans précédent. Le rapport citait le communiqué de la Ligue de défense de l'Église publié après le meurtre du père Gbagoua au mois de juin, qui demandait « à tous les chrétiens de se joindre à [la ligue] et de soutenir le mouvement afin que les musulmans se sentent également en danger en Centrafrique, notamment à Bangui ». Le Groupe d'experts affirmait également que certains groupes affiliés aux anti-Balaka attaquaient des populations musulmanes locales.

Des casques bleus ont déclaré que les musulmans qui revenaient dans la région étaient victimes de harcèlement et de violations aux mains de soldats anti-Balaka et de chrétiens. Selon des organisations internationales, les minorités musulmanes déplacées vivaient principalement dans les enclaves protégées par les soldats de la paix et leur retour chez elles s'effectuait très lentement.

Section III. Situation du respect de la liberté de religion par la société

Des ONG ont indiqué que la religion continuait d'être l'une des principales sources de division de la population. De nombreuses communautés musulmanes restaient déplacées dans la partie occidentale du pays, où, selon les médias, elles n'étaient pas autorisées à pratiquer librement leur religion.

En règle générale, les dirigeants religieux évitaient de définir les conflits en cours comme fondés sur la religion, préférant parler de luttes de pouvoir aux niveaux politique et économique et de l'influence étrangère comme étant les causes principales.

Le cardinal Dieudonné Nzapalainga a cité la pratique des dirigeants chrétiens d'abriter des musulmans et des dirigeants musulmans d'abriter des chrétiens qui fuyaient les conflits dans leurs régions d'origine respectives. Il a souligné le rôle central que les ressources foncières et minérales jouaient dans l'exacerbation des tensions conduisant aux actes de violence religieuse. L'imam Omar Kobine Layama, du même avis, a expliqué que les milices et les éléments criminels avaient instrumentalisé la religion pour faire oublier la véritable cause du conflit, qui, selon ces deux dirigeants religieux, n'était pas la religion.

Certains membres de la communauté peuhle, principalement musulmane, se plaignaient du fait que les médias locaux étaient pour la plupart financés par des chrétiens et qu'ils faisaient des commentaires négatifs à l'encontre des musulmans. Depuis septembre 2015, il n'y a plus de stations de radio gérées par des musulmans ou de programmes d'orientation islamique aux stations de radio nationale.

Des musulmans ont signalé faire face à la discrimination et la marginalisation sociales, notamment en ne pouvant pas circuler librement dans l'ensemble du pays ou en se voyant refuser l'égalité d'accès aux écoles, aux hôpitaux et aux services fournis par le gouvernement ou à la plupart des services financés par des fonds privés.

Selon des dirigeants religieux, des musulmans dans l'ensemble du pays faisaient face à des difficultés au sein de leurs propres communautés en raison de leurs différences ethniques, notamment entre arabes et peuls. Par exemple, selon certaines sources, des musulmans d'origine arabe s'estimaient supérieurs aux musulmans d'autres origines ethniques, et les chrétiens convertis à l'islam étaient souvent considérés au sein de la population musulmane comme étant inférieurs et se voyaient empêchés de vivre dans certaines communautés musulmanes ou d'interagir avec elles.

Avant son décès, le père Gbagoua a dit que certains chrétiens disaient se sentir marginalisés par les soldats de la paix de la MINUSCA, principalement musulmans, et qu'en conséquence, ils étaient biaisés en faveur de leurs coreligionnaires.

Le 17 février, des membres de l'Organisation des jeunes volontaires pour le développement (OJVD), une organisation chrétienne, ont visité la mosquée Attik à Bangui, où ils ont discuté avec l'imam de la paix et de la cohésion. Les participants ont déclaré que cette réunion représentait un pas important en direction d'un

dialogue interconfessionnel accru, surtout à la suite des flambées de violence récentes à Bangui. La délégation de l'OJVD était dirigée par son président fondateur, un ancien chef anti-Balaka.

Le 14 janvier, le secrétaire général de l'archidiocèse de Bangui s'est dit préoccupé par l'augmentation du nombre des attaques lancées contre des églises et des mosquées et du nombre de meurtres de dirigeants religieux. À une autre occasion, le cardinal Nzapalainga et l'imam Layama ont conjointement dénoncé ces meurtres. En janvier, la Conférence épiscopale centrafricaine, qui représente les évêques catholiques du pays, a fait une annonce publique dans les médias locaux dans laquelle elle condamnait la violence sectaire et encourageait la paix interconfessionnelle dans l'ensemble du pays.

Le 12 juin, le cardinal Nzapalainga a appelé à la paix les habitants de la communauté en majorité chrétienne du quartier Yakité, près du PK5, et les groupes musulmans armés du PK5.

Le 25 mai, la PCRC a organisé une réunion rassemblant des participants issus de différents groupes religieux, qui ont rédigé un mémorandum conjoint appelant le gouvernement à utiliser la CPS pour poursuivre les responsables de violations contre des Centrafricains en raison de leur affiliation religieuse.

Le 29 juin, lors d'une cérémonie à l'occasion de l'Aïd al-Fitr organisée dans une mosquée d'un quartier chrétien de Bangui, Émotion Namsio, ancien porte-parole national des anti-Balaka, et le général Abdel Kalhil, ancien responsable ex-Seleka, respectivement chrétien et musulman, ont appelé les quelque cent participants des deux religions présents à cesser leurs agressions mutuelles en raison de leurs préférences religieuses.

Section IV. Politique et engagement du gouvernement des États-Unis

Au cours de leurs réunions avec le président Touadéra, le conseiller du président pour la réconciliation nationale et la ministre en charge de l'Action humanitaire et de la Réconciliation nationale, des représentants de l'ambassade ont soulevé des préoccupations concernant la liberté de religion et le retour en toute sécurité des réfugiés et des PDIP dans leurs communautés d'origine. Ils ont encouragé les représentants du gouvernement à mettre en œuvre des activités de sensibilisation à l'intention des communautés religieuses et à condamner publiquement les attaques contre les bâtiments religieux. À la suite des attaques contre l'église catholique de Bangui, qui a été suivie par des attaques de représailles contre des musulmans, ils

ont appelé le gouvernement à assurer la sécurité de l'ensemble des citoyens, quelle que soit leur religion.

Des responsables de l'ambassade se sont régulièrement entretenus avec des dirigeants religieux, notamment le cardinal Nzapalainga, des dirigeants de différentes confessions, des imams, ainsi que la Coordination des organisations musulmanes de Centrafrique, de questions relatives à la liberté de religion et la réconciliation, et ont discuté des manières d'élargir l'accès aux élus et le dialogue avec eux.

L'ambassade des États-Unis a continué de financer un consortium visant à développer les capacités de la PCRC pour accroître son rôle de premier plan dans la promotion de la cohésion sociale, notamment de réconciliation entre les communautés religieuses.

Au cours de la recrudescence de violence en avril et en mai, des responsables de l'ambassade ont rencontré régulièrement des représentants des communautés chrétienne et musulmane, notamment des anti-Balaka et des représentants de groupes armés, pour les exhorter à renoncer à davantage de violence.

Mi-mai, des responsables de l'ambassade, les premiers diplomates étrangers à pénétrer dans le quartier majoritairement musulman du PK5 à Bangui depuis le regain de violence du mois d'avril, ont appelé à la paix et à la réconciliation.

En juin, l'ambassade a convié 60 musulmans et chrétiens à un iftar. Les invités comptaient parmi eux des responsables du gouvernement, des membres du corps diplomatique, ainsi que des représentants du secteur privé et d'ONG. Des responsables de l'ambassade ont souligné un message de tolérance et d'acceptation de la diversité, insisté sur le besoin de faire régner la paix et demandé aux invités de préserver l'esprit de coexistence qui avait marqué la journée.

Le 7 juillet, des fonctionnaires de l'ambassade, d'autres représentants diplomatiques et des dirigeants de la MINUSCA ont visité le quartier majoritairement musulman du PK5 à Bangui. Ils se sont entretenus avec des dirigeants musulmans de méthodes d'amélioration de la sécurité et de la liberté en vue d'assurer une pratique pacifique de l'islam.